



CAPN du 10 décembre 2013

Les sujets de préoccupation ne manquent pas pour la profession en cette année scolaire, c'est malheureusement une antienne que nous répétons depuis plusieurs années, d'autant que nous observons une certaine continuité dans les politiques menées.

- **Continuité** de la politique menée contre les CIO, et même **accélération**, dans ce qui est pudiquement nommé « réorganisation du réseau », mais qui est en fait une restructuration parfois brutale, puisque les collègues apprennent parfois tardivement que leur CIO, leur lieu de travail qui n'est pas qu'un simple lieu de réception des usagers, va fermer. Les personnels administratifs seront « redéployés » et les copsy seront regroupés dans le CIO voisin, bien qu'il ne soit pas adapté pour les accueillir.

Nul n'est épargné, puisque dans de nombreuses académies, même là où des collectivités locales sont prêtes à héberger gracieusement le CIO, le rectorat maintient la décision de fermeture.

Nul n'est épargné, puisque même des CIO qui avaient été labellisés, ce qui était censé les protéger, selon certains enthousiastes, ont aussi fusionné !

Que deviendront les DCIO et leurs missions institutionnelles ? Rayées d'un trait de plume, les missions ? Sommés de se reconverter, les directeurs ? Quel mépris pour ces collègues ! Quelle maltraitance pour la profession toute entière ! Le Ministère reste muet, refusant d'assurer la protection des personnels maltraités.

- **Continuité**, dans la mise en place de l'OTLV et du SPRO, voire même nouvel abandon des compétences de l'État pour le public accueilli dans les CIO (très grande majorité d'élèves et de familles, doit-t'on le rappeler ?), puisque l'on voit que, par le biais des expérimentations, qui se mettent en place avec la bénédiction de l'État, les régions vont avoir la main, non seulement sur l'information et le premier accueil, mais aussi sur le conseil et l'accompagnement.

Quelle avancée pour les usagers quand un « professionnel », **qui**, formé à l'accompagnement des demandeurs d'emploi, **qui**, formé à l'aide à la recherche

documentaire, **qui**, pas formé du tout, **qui**, conseiller d'orientation psychologue, sera reconnu compétent pour recevoir et accompagner indifféremment toute personne se présentant dans cette structure régionale ! Là encore, quel mépris pour nos professionnalités ! Quel mépris pour les personnes toutes traitées de la même manière, selon des protocoles standardisés, quels que soient leurs besoins !

Comme si cela ne suffisait pas, on apprend par des rumeurs, des indiscretions que des projets seraient en préparation pour faire encore davantage de place aux structures que voudra créer localement chaque région, selon l'organisation qu'elle choisira ! Il pourrait ne subsister qu'un CIO par département, les copsys pourraient y être nommés administrativement, mais exercer davantage dans les établissements, à moins qu'on leur demande de faire des permanences dans la maison commune, auberge espagnole du plus petit dénominateur commun de l'accueil

Il serait également question de revoir notre formation, mais, là nous ne sommes pas dans le cercle des initiés ! Nous sommes simplement l'organisation syndicale majoritaire, inscrite dans une intersyndicale qui regroupe plus de 70% de la profession, mais ce n'est pas nous que le ministère entend prioritairement ! Croyez bien que la profession s'en rappellera !

Sur le terrain, dans les CIO et dans les établissements scolaires, nos collègues se raccrochent à leur travail auprès des jeunes et des équipes d'établissements scolaires pour garder la tête haute ... et hors de l'eau. Travail reconnu par toute la communauté scolaire et les familles, faut-il le dire. Mais l'incertitude quant au devenir des services est bien trop pesante. Nombreux se sentent délaissés, voire méprisés par notre administration. Il est maintenant temps que le ministère prenne la mesure de cette dégradation de nos conditions de travail et de la souffrance qu'elle engendre.

Nous avons écrit il y a maintenant deux semaines à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avec l'intersyndicale, SNES/FSU, CGT Educ'action et SUD éducation pour l'alerter sur toutes ces questions avant que les choses soient trop engagées et que trop de CIO soient fermés, avec les conséquences humaines que vous devinez. Hélas, à ce jour, nous n'avons aucune réponse. C'est pourquoi, nous vous demandons aujourd'hui de bien vouloir relayer notre demande.